



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-16167>

Département(s) de publication : **973, 94, 75**

Annonce n° **24-16167**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Correspondant : MME DJADER Siham, CHEFFE DE PROJET

Adresse : 67 avenue Fontainebleau, 94270 LE KREMLIN BICETRE

Coordonnées :

Courriel : DJM@apij-justice.fr

Adresse internet : <http://www.apij.justice.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi de l'élaboration de la maquette numérique BIM dans le cadre de la construction de la cité judiciaire de Cayenne

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Le présent marché a pour objet l'assistance technique au maître d'ouvrage dans le cadre du suivi de l'élaboration de la maquette numérique BIM par l'attributaire du marché pour la conception et les travaux de construction de la cité judiciaire de Cayenne (973).

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

56 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Financement sur les crédits budgétaires alloués à l'APIJ. Paiement au compte du titulaire par virement à 30 jours maximum conformément à l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 19/02/2024 à 16:00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 23-083

Renseignements complémentaires : LE PRESENT AVIS EST UN AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS INITIAL NUMERO 23-169835 LANCE A LA PUBLICATION LE 8 DECEMBRE 2023. IL A POUR OBJET LA MODIFICATION DE LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES INITIALEMENT PREVUE AU 2/02/2024 REPORTEE AU 19/02/2024. Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence, à savoir, pour chaque candidat, ou pour chaque membre du groupement : Situation juridique du candidat 1. Une lettre de candidature complétée, avec en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version du 1er avril 2019). 2. Si le candidat est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet. Capacités économiques et financières 3. Une déclaration précisant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations en rapport avec l'objet de la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2 "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement"). Conformément à l'ordonnance du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique et dans l'hypothèse où le chiffre d'affaires n'est pas suffisant en 2022, le titulaire peut justifier sa compétence financière par tout moyen. Capacités professionnelles et techniques 4. Les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années. 5. Indication des titres d'études et professionnels ou équivalents, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché. 6. Une liste de 3 références de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation - Nature/objet de l'opération ; - identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées) ; - Localisation ; - Surfaces ; - calendrier de l'opération et date de livraison ; - montant en euros (H.T.) des travaux ; - montant en euros (H.T.) de la mission réalisée. Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite. Dans le cas où le candidat présentait plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation. Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier

qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique. Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés. Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> Renseignements complémentaires : voir règlement de consultation. Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : les documents de consultation ainsi que les documents et renseignements complémentaires sont téléchargeables sur le profil acheteur en utilisant le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2451491&orgAcronyme=d3f>. Conditions de remise des offres ou des candidatures : les dossiers devront obligatoirement être adressés par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2451491&orgAcronyme=d3f> ?

Date d'envoi du présent avis à la publication : 08/02/2024